

# Règles d'occupation du Domaine Public

Terrasses, étalages, objets mobiles ...





# Sommaire

## Le domaine public, un espace à partager.....4

## Les grands principes

Un espace public accessible et sûr.....	5
Un espace public ouvert .....	5
Un espace public de qualité.....	5

## Les règles

<b>Disposition générale</b> .....	6
<b>Les Terrasses</b> .....	6
Article 1 : Définition et conditions d'obtention .....	6-7
Article 2 : Demande d'autorisation.....	7
Article 3 : Délivrance de l'autorisation .....	7
Article 4 : Caractère de l'autorisation .....	7-8
Article 5 : Périmètre de l'autorisation .....	8
Article 6 : Horaires d'exploitation .....	8
Article 7 : Responsabilité .....	8
Article 8 : Agencement de la terrasse.....	9
Article 9 : Nettoyage de la terrasse .....	9
Article 10 : Maintien en état du domaine public.....	9
Article 11 : Nuisances sonores.....	9
<b>Les étalages</b> .....	10
Article 12 : Définition et conditions d'obtention .....	10
Article 13 : Nuisances sonores.....	10



<b>Les chevalets et panneaux mobiles .....</b>	<b>10</b>
Article 14 : conditions d’obtention d’une autorisation d’installation .....	10
 <b>Autres occupations du domaine public.....</b>	<b>11</b>
Article 15 : Dispositions applicables .....	11
 <b>Dispositions financières .....</b>	<b>11</b>
Article 16 : Principe .....	11
Article 17 : Fixation des tarifs .....	11
Article 18 : Dégrèvement.....	11
Article 19 : Cas des éléments installés sans autorisation .....	12
 <b>Contrôles, sanctions et exécution .....</b>	<b>12</b>
Article 20 : Obligation de présentation.....	12
Article 21 : Sanctions civiles.....	12
Article 22 : Sanction pénales.....	12-13
Article 23 : Exécution .....	13

## Annexes

**Annexe 1 :** Demande d’autorisation d’occupation pour les activités commerciales

**Annexe 2 :** Demande d’autorisation d’occupation lors de manifestations

**Annexe 3 :** Constat des lieux

**Annexe 4 :** Tarification





## Le domaine public, un espace à partager

Le domaine public de notre ville est l'espace le plus visible et le plus partagé. Support d'activité économique, lieu de vie, de passage, lieu culturel et ludique, vecteur d'image... Trouver un équilibre harmonieux de tous les services et usages est au cœur de nos préoccupations.

Le commerce de proximité est un des acteurs fortement impliqués dans notre territoire. Au cœur de l'animation et du dynamisme du centre-ville, il peut donc souhaiter occuper, de façon ponctuelle, une partie de ce domaine.

Rendre cet espace public accessible à tous, dans le respect de tous les usagers, est un enjeu de qualité pour notre ville. C'est le sens de ce règlement qui concilie accessibilité, sécurité, esthétique urbaine et développement des activités économiques.

Il fixe les grands principes et les règles administratives et techniques qui régissent l'installation des terrasses, étalages, panneaux mobiles ou tout autre objet sur le domaine public et prend en compte la Loi du 11 février 2005 en faveur des personnes en situation de handicap.

Ce règlement contribuera à offrir à tous les Lannemezanais (es) et aux nombreux visiteurs l'image d'une ville vivante, dynamique et animée avec des espaces publics de qualité.



# Les grands principes

Toute installation sur le domaine public est soumise à **autorisation préalable** de la Ville de Lannemezan.

## Un espace public accessible et sûr

**L'occupation du domaine public n'est possible que lorsque l'espace public le permet.**

- un cheminement piéton libre et continu assuré sur au moins 1m40 de large,
- des accès privés maintenus,
- des terrasses accessibles aux personnes à mobilité réduite,
- ...

## Un espace public ouvert

**L'occupation du domaine public doit maintenir un espace public aéré, libre et ouvert à tous.**

- un seul panneau mobile peut être autorisé, au droit du commerce,
- des aménagements (mobilier, jardinières...) peuvent être autorisés sous certaines conditions, mais ne doivent ni masquer la terrasse, ni privatiser l'espace,
- l'ensemble du mobilier occupant l'espace public doit être rentré à la fermeture des établissements, sauf cas particulier en fonction du type de mobilier,
- des présentoirs spécifiques peuvent être installés au droit des commerces, s'ils sont en lien avec l'activité exercée,
- ...

## Un espace public de qualité

**Le domaine public doit rester propre et son occupation par les professionnels participe à la qualité esthétique de son environnement.**

- la partie du domaine public occupée par le commerçant doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté, conformément à l'arrêté municipal n°2017/652 du 20 septembre 2017,
- sur les terrasses, des cendriers seront mis à la disposition de la clientèle,
- les aménagements n'endommagent pas l'état de surface de l'espace public,
- le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (alu, bois par exemple), en harmonie esthétique avec l'environnement et soumis pour approbation par la collectivité,
- toute publicité est interdite sur le mobilier occupant le domaine public. Seul le nom de l'établissement ou du commerce peut être mentionné,
- ...



**Le Maire de LANNEMEZAN,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-24 et L.2212-1,

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2122-1 à L.2122-4, L.2125-1, L.2125-3 et L.2125-4,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45,

**Considérant** qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sureté, la sécurité et la salubrité publique sur l'ensemble du territoire de la commune,

**Considérant** que dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité du passage, il importe de réglementer l'occupation de l'espace public pour les terrasses et les étalages, et autres objets divers,

## A R R E T E

### Disposition générale : champ d'application

Le présent règlement fixe les règles administratives et techniques régissant l'installation des terrasses, étalages et objets divers sur le domaine public (exemples : panneaux mobiles, mannequins, comptoirs de vente, présentoirs à journaux ou cartes postales, caissons d'arbustes, rôtissoires, distributeurs automatiques de boissons ou de nourritures posés au sol, drapeaux...).

Il prend en compte la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée en faveur des personnes en situation de handicap.



*- Le présent règlement ne s'applique pas aux commerçants du marché hebdomadaire. Les dispositions relatives à la location des emplacements sont régies par le règlement du marché de plein vent et doivent être réglées dans ce cadre.*

## Les Terrasses

### Article 1 – Définition et conditions d'obtention d'une autorisation d'installation :

#### 1-1 – Définition :

- La terrasse est l'occupation du domaine public ouvert au public sur lequel sont disposés des tables, des chaises, des parasols, éventuellement des accessoires permettant de consommer.
- Ces accessoires doivent répondre aux prescriptions réglementaires relatives à la sécurité générale et faire l'objet d'un accord préalable spécifique de la Ville de Lannemezan.



## 1-2 – Conditions requises :

- Toute installation d'une terrasse sur le domaine public est soumise à autorisation préalable.
- Les établissements qui ne possèdent pas un extrait de Kbis délivré par le greffe du Tribunal de Commerce ne peuvent pas être titulaires d'un droit de terrasse.

## Article 2 – Demande d'autorisation :

### 2-1 – Date limite :

- Toute autorisation doit être demandée avant le 1<sup>er</sup> décembre d'une année pour devenir exécutoire le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.
- Toutefois, et à titre dérogatoire, une demande pour l'année en cours pourra être instruite si elle concerne un nouvel établissement et/ou une première demande, au moins deux semaines avant la date d'occupation souhaitée.

### 2-2 – Pièces à fournir :

Pour une première demande, le dossier devra comporter l'engagement par écrit à se conformer aux dispositions du règlement et à s'acquitter auprès de la Ville de Lannemezan des taxes et redevances afférentes à son occupation privative. En outre, la demande doit comporter obligatoirement les pièces suivantes :

- l'imprimé type dûment complété et signé,
- le document Kbis émanant du greffe du Tribunal de Commerce,
- une photo du secteur concerné, qui doit permettre d'appréhender tout l'environnement de la future terrasse,
- un plan coté et suffisamment large pour montrer l'insertion de la terrasse dans son environnement,
- la description précise de tous les éléments de mobilier de la terrasse. Elle doit notamment montrer le caractère démontable des installations et notamment en cas d'intervention (voirie, réseaux, ...) sur le domaine public occupé.

## Article 3 – Délivrance de l'autorisation :

- L'autorisation d'occupation du domaine public fait l'objet d'un arrêté municipal annuel et ne se substitue en aucun cas aux autorisations d'urbanisme requises pour d'autres demandes (store banne par exemple).
- Elle devient exécutoire après réception par les services de la préfecture (Contrôle de légalité) et notification à l'intéressé.
- Les autorisations de terrasses sont limitées aux restaurants, débitants de boissons, glaciers, salons de thé, boulangeries, pâtisseries, sandwicheries, traiteurs.
- Un Kbis avec mention "vente à emporter et à consommer sur place" sera impérativement requis pour toute demande d'autorisation de terrasse formulée par les boulangeries, pâtisseries, sandwicheries, traiteurs et Food Truck.

## Article 4 – Caractère de l'autorisation :

### 4-1 – L'autorisation est personnelle :

Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.

En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.



#### 4-2 – L'autorisation est précaire :

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :

- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général,
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel,
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie,
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire,
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la Ville de Lannemezan.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation d'installer la terrasse est à l'initiative de la Ville de Lannemezan.

#### 4-3 – Durée de validité de l'autorisation :

Elle est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier pour une durée de un an et expire lors de la reconduction expresse par l'établissement d'un nouvel arrêté (à demander au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année en cours).

### Article 5 – Périmètre d'occupation de l'autorisation :

- L'autorisation délivrée fixe l'emprise sur le domaine public à ne pas dépasser pour l'exploitation de la terrasse (chaises occupées, mobilier installé, etc...). Ce dernier est établi en tenant compte en priorité de la topographie des lieux, de telle sorte que les accès privés soient maintenus libres, qu'un passage suffisant permette la libre circulation des personnes sur les trottoirs et notamment celle des personnes handicapées ou à mobilité réduite, personnes aveugles, mal voyantes, des personnes âgées et des poussettes d'enfants. La largeur du passage ne pourra en aucun cas être inférieure à la réglementation nationale (1,40 m minimum) relative à l'accessibilité.

- Cette mesure pourra être augmentée si des contraintes locales l'exigent (sécurité, flux de piétons, configuration des lieux, manifestations ponctuelles, aménagements urbains...). La terrasse doit être située au droit du commerce et ne peut déborder de l'emprise de sa propre façade.

- Toutefois, lorsque la configuration des lieux le permet, une extension au-delà du droit du commerce peut être autorisée. Dans ce cas, une majoration des droits de voirie est appliquée à la surface étendue. Dans l'hypothèse où l'extension est située devant une cellule commerciale, l'implantation de parasols ou d'écrans y est interdite.

- Les demandes dont le service en terrasse nécessite le franchissement d'une voie de circulation routière feront l'objet d'une étude spécifique. En aucun cas, l'autorisation ne pourra être accordée si la voie à franchir n'est pas dotée d'un passage piéton à proximité.

### Article 6 – Horaires d'exploitation :

- L'installation de la terrasse ne peut avoir lieu avant 7 h.
- La terrasse doit être rangée au plus tard à 2 h du matin.

### Article 7 – Responsabilité :

Les exploitants de terrasses sont responsables, tant envers la Ville de Lannemezan qu'envers les tiers, de tout incident et/ou accident, dégât ou dommage de quelque nature que ce soit pouvant résulter de leurs installations. La Ville ne les garantit en aucun cas des dommages causés à leurs mobiliers et accessoires du fait des passants ou de tout incident et/ou accident sur la voie publique.



## Article 8 – Agencement de la terrasse :

L'agencement du mobilier et autres composants de la terrasse doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.

- Une harmonie d'ensemble doit être recherchée pour les terrasses qui se succèdent, s'agissant notamment de la taille des parasols, du type et de la qualité du mobilier.

- Le mobilier doit être de bonne qualité et réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte).

- Tous les composants de la terrasse sont soumis à autorisation de la Ville de Lannemezan.

- Les brumisateurs, appareils d'éclairage, de cuisson fonctionnant au gaz font l'objet d'une autorisation spécifique et toute structure scellée au sol est prohibée. Les planchers et les platelages feront l'objet d'une étude particulière.

- Des jardinières, pots ou vasques peuvent être autorisés dans l'emprise de la terrasse. Les dimensions sont limitées à 0,50 m x 1,20 m x 0,60 m de hauteur. La hauteur totale, végétation comprise, ne peut excéder 1,50 m. Ils doivent être rentrés à la fermeture de l'établissement.

- Les mobiliers de délimitation ou écrans sont autorisés. Ils ont une hauteur maximale de 0,80 m pour les écrans pleins et peuvent atteindre une hauteur de 1,40 m pour les écrans transparents.

- Les mobiliers de délimitation et les jardinières doivent être installés dans le périmètre de l'emprise autorisée et ne peuvent masquer la terrasse pour en faire une occupation privative. Toute publicité est interdite sur les mobiliers composant la terrasse (tables, chaises, parasols...). Seul le nom de l'établissement peut être mentionné sur les parasols et les mobiliers de délimitation sans que les lettres excèdent une hauteur de 20 cm.

- Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

- L'ensemble des composants de la terrasse doit être rentré à la fermeture de l'établissement, sauf autorisation expresse et préalable pour certains équipements. Les jardinières devront être maintenues en bon état d'entretien.

## Article 9 – Nettoyage de la terrasse :

Les règles concernant la salubrité publique, la propreté et l'entretien des trottoirs sont définies dans le règlement sanitaire départemental ainsi que dans l'arrêté municipal n°2017/652 du 20 septembre 2017.

- La partie du domaine public sur laquelle est installée la terrasse doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

- Les exploitants doivent impérativement enlever tous papiers, détritiques, emballages ou mégots qui viendraient à être laissés par leur clientèle. Des cendriers doivent être mis à la disposition de la clientèle sur les terrasses ouvertes.

- Les papiers, détritiques, emballages et mégots ne doivent en aucun cas être déplacés sur la voie publique mais obligatoirement ramassés et traités dans les poubelles de l'établissement.

## Article 10 – Maintien en état du domaine public :

- Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

- A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

## Article 11 – Nuisances sonores :

Les règles relatives aux bruits et aux nuisances sonores sont définies dans l'arrêté Préfectoral du 29 décembre 1990 ainsi que dans l'arrêté municipal n°2013/524 du 23 octobre 2013.

Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-202203-2022-017-DE  
Date de réception préfecture : 03/02/2022



# Les étalages

Toute installation d'étalage est soumise à autorisation préalable.

## Article 12 – Définition et conditions d'obtention d'une autorisation d'installation :

12-1 – définition :

- L'étalage est une installation sur le domaine public destinée à présenter à l'exposition ou à la vente tous objets ou denrées alimentaires dont la vente s'effectue normalement à l'intérieur des fonds de commerce devant lesquels elle est établie.
- Le contre étalage est la partie d'un étalage placé du côté chaussée d'un trottoir.

12-2 – limites d'occupation :

- Aucun étal ne peut être autorisé si le passage piéton, dont les limites sont fixées à l'article 5 (1,40 m) du présent règlement, ne peut être maintenu.
- L'étal doit nécessairement être installé devant la vitrine, au droit du commerce.
- La mise en place des étales ne doit pas apporter une gêne à la circulation, au stationnement ou à l'arrêt des véhicules.
- L'ensemble du matériel doit être rentré à la fermeture de l'établissement et entretenu régulièrement.

## Article 13 – Nuisances sonores :

Les règles relatives aux bruits et aux nuisances sonores sont définies dans l'arrêté Préfectoral du 29 décembre 1990 ainsi que dans l'arrêté municipal n°2013/524 du 23 octobre 2013.

# Les chevalets publicitaires et les panneaux mobiles

Toute installation de chevalet ou panneau mobile est soumise à autorisation préalable.

## Article 14 – conditions d'obtention d'une autorisation d'installation :

- Les panneaux mobiles installés sur le trottoir (dénommés aussi chevalets, tréteaux...) peuvent être exceptionnellement autorisés par le Maire sur l'ensemble de l'agglomération de Lannemezan aux conditions suivantes :

- un panneau mobile pourra être installé au droit de l'activité du commerce et exclusivement sur le trottoir lorsque l'occupation du domaine public le permettra. Dans ce cas, 1,40 m de trottoir au minimum devra être maintenu pour le passage des piétons.

- Il ne pourra excéder (hors tout) une surface de 0,50 m<sup>2</sup> : 1 m de haut sur 0,50 m de large, au maximum.

- Il devra être installé contre le mur de l'immeuble.

- Dans tous les cas, il doit être traité de manière esthétique en tenant compte de l'immeuble concerné et de son environnement.

- Un deuxième panneau mobile pourra être installé si et seulement si l'information qu'il comporte est différente de celle du premier.

- Lorsque ce type de mobilier est installé hors emprise terrasse, il doit faire l'objet d'une autorisation d'urbanisme et est assujéti à une redevance.



# Autres occupations du domaine public

## Article 15 – Dispositions applicables aux autres occupations du domaine public :

- D'autres occupations du domaine public peuvent être autorisées par le Maire et notamment s'agissant des commerces de presse ou des débits de tabacs. Il s'agit de tous les objets posés au sol, tels que panneau indicatif, meuble à glace, appareil de cuisson, rôtière, caisson d'arbustes, tourniquet de cartes postales, présentoirs pour la presse, etc ...

Tous ces éléments doivent être installés au droit du commerce. Les présentoirs pour la presse, les cartes postales ou autres éléments doivent être installés devant le mur du commerce et ne peuvent avoir une emprise dont la largeur est supérieure à 0,70 m. Dans tous les cas, le passage minimum est de 1,40 m et les présentoirs doivent être impérativement rentrés à la fermeture du commerce. Des présentoirs spécifiques pourront être installés au droit d'autres commerces et ne pourront concerner que l'activité des dits commerces. Par exemple, les présentoirs de publication immobilière ne seront autorisés qu'au droit des agences immobilières.

Dans tous les cas de figure, ces présentoirs devront être rentrés à la fermeture des commerces.

- Le matériel installé doit être traité de manière esthétique en tenant compte de l'immeuble concerné et de son environnement.

- Les appareils de cuisson fonctionnant au gaz peuvent être autorisés sous réserve du respect des règles d'hygiène et de sécurité et après vérification de l'absence de gêne potentielle pour les riverains.

- La Ville de Lannemezan se réserve le droit de refuser toute occupation qui serait contraire à la destination du domaine public.

## Dispositions financières

### Article 16 – Principe :

L'occupation du domaine public donne lieu au paiement d'un droit de voirie à la Ville de Lannemezan, conformément à l'article L.2213-6 du Code des Collectivités Territoriales.

En cas de non-paiement de ce droit de voirie, le débiteur ne peut prétendre au renouvellement de son autorisation.

### Article 17 – Fixation des tarifs :

- Les tarifs des droits de voirie sont fixés annuellement par une délibération du Conseil Municipal.

- Les droits sont dus par le propriétaire du fonds de commerce en place au 1<sup>er</sup> janvier pour l'année entière sauf pour les autorisations accordées en cours d'année, lesquelles se voient appliquer un tarif calculé au prorata temporis, en nombre de mois.

- Les taxes sont payables, pour la période autorisée, sans remboursement pour non utilisation de l'autorisation ainsi délivrée.

### Article 18 – Dégrèvements :

Les dégrèvements des droits de voirie ne peuvent être accordés que dans les conditions fixées par les textes et règlements en vigueur.



## Article 19 – Cas des éléments installés sans autorisation :

- Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
- Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.
- L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

## Contrôles, sanctions et exécution

### Article 20 – Obligation de présentation :

Les arrêtés ainsi que les plans d'implantation devront être tenus à disposition de toutes personnes habilitées à effectuer d'éventuels contrôles.

### Article 21 – Sanctions civiles :

- La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
  - un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation.
  - une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception (et/ou sommation par voie d'huissier).
  - une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande :
    - d'évacuation sous astreinte
    - d'exécution forcée si nécessaire
- En cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

### Article 22 – Sanctions pénales :

- Le cas échéant, des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :
  - contravention de 1<sup>ère</sup> classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée (article R.610-5 du code pénal).
  - contravention de 4<sup>ème</sup> classe au titre de l'article R.644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.
  - contravention de 4<sup>ème</sup> classe, au titre de l'article R.644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux.
  - contravention de 5<sup>ème</sup> classe, au titre de l'article R.116-2 du code de la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).
- En cas de délit de construction sans autorisation d'urbanisme (permis de construire ou déclaration préalable) ou de construction en méconnaissance de l'autorisation délivrée, un procès-verbal d'infraction sera dressé et transmis au Procureur de la République en application des dispositions des articles L.480-1 et suivants du code de l'urbanisme.
- Les peines applicables en cas d'infractions aux règles d'urbanisme sont comprises entre 1.200 € et 300 000 € d'amende maximum. En cas de récidive, outre la peine d'amende, un emprisonnement de six mois pourra être prononcé (article L.480-4 du code de l'urbanisme).

Acte de réception en préfecture  
065-216502583-20220203-2022-017-DE  
Date de réception préfecture : 03/02/2022



- Les peines ci-dessus, peuvent être assorties de mesures de restitution (démolition, mise en conformité des lieux avec les règlements ou réaffectation du sol en vue du rétablissement dans leur état antérieur) (article L.480-5 du code de l'urbanisme).

- Les mesures de restitution peuvent être également assorties d'une astreinte de 500 € au plus par jour de retard (article L.480-7 du code de l'urbanisme).

### **Article 23 – Exécution :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lannemezan, Monsieur le Directeur des Services Techniques, les agents de la Police Municipale et tous les agents de la force publique ainsi que Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une publication et d'un affichage conformément à l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.



Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-202203-2022-017-DE  
Date de réception préfecture : 03/02/2022





**Services Techniques**  
**Gestion du Domaine Public Routier**

Services Techniques  
131 rue des Hitoles  
65 300 LANNEMEZAN  
Téléphone : 05.62.40.28.28  
Télécopie : 05.62.40.28.22

## DEMANDE D'AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC Activités Commerciales

Les demandes établies impérativement en deux exemplaires, sont à présenter :

- **2 semaines avant le début de l'occupation** pour une voie communale,
  - **1 mois avant le début de l'occupation** pour une voie départementale,
- à la mairie de Lannemezan.

**Si ces délais ne sont pas respectés ou si le dossier est incomplet, la demande vous sera retournée et l'autorisation réputée refusée.**

En l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, l'autorisation est réputée refusée.

### Cadre réservé à l'administration

Avis et prescription du Service :

Date de dépôt de la demande :

Numéro de dossier :

Date et signature du Service :

### 1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ETABLISSEMENT

Nom de l'Etablissement :

Numéro inscription au registre du commerce (*de moins de 3 mois*) :

Adresse précise :

N° de Téléphone (*fixe et/ou mobile*) :

Type d'établissement :

☐ Bar

☐ Restaurant

☐ Autres (*à préciser*) :

Activité exercée :

☐ avec restauration

☐ Sans restauration

### 2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE GERANT OU L'EXPLOITANT

Nom et prénom :

Nom de la société :

Adresse personnelle :

N° de téléphone (*fixe et/ou mobile*) :

### 3. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROPRIETAIRE DES MURS

Nom et prénom :

Nom de la société :

Adresse personnelle :

N° de téléphone (*fixe et/ou mobile*) :

Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-20220203-2022-017-DE  
Date de réception préfecture : 03/02/2022



#### 4. SITUATION – LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Commune de Lannemezan

Adresse (voie, rue, lieu dit, ...) :

Section cadastrale:                      numéro de parcelle :

Route Départementale n° :

En agglomération :            ☐ OUI        ☐ NON

#### 5. NATURE DE L'OCCUPATION

- ☐ Terrasse
- ☐ Etalages
- ☐ Chevalet, panneau mobile
- ☐ Présentoir
- ☐ Portant et divers (*rôtissoires, distributeur de boissons, meuble à glace, ...*)
- ☐ Tourniquet de cartes postales, presse
- ☐ Arbustes en pots et jardinières

#### 6. DATES DE REALISATION DE L'OCCUPATION

- ☐ Pour une année
- ☐ Période estivale (*du 01/05 au 30/09*)
- ☐ Période hivernale (*du 01/10 au 30/04*)

Date prévisionnelle de l'occupation\* :

**\* attention au respect des délais de dépôt des demandes mentionnées en 1<sup>ère</sup> page.**

Durée de l'occupation en mois/jours\* :

**\* tout dépassement ou modification de dates doit faire l'objet d'une nouvelle demande.**

#### 7. DOSSIER TECHNIQUE A JOINDRE IMPERATIVEMENT

- ☐ Plan de situation de l'occupation
- ☐ Plan détaillé et côté de l'implantation (*mètres linéaires – superficie*) :
  - *Longueur de l'occupation :*
  - *Largeur de l'occupation :*
  - *Superficie totale souhaitée :*
  - *Neutralisation de place de stationnement (nombre de places) :*
  - *Nombre d'éléments (dimensions – superficie) :*

Boîte de réception en préfecture  
065-216502583-20220203-2022-017-DE  
Date de réception préfecture : 03/02/2022







- Mobilier à installer sur la terrasse :

	NOMBRE	COULEUR	DIMENSIONS & MATERIAU
TABLES Hautes			
Basses			
CHAISES - TABOURET			
PARASOL Classique			
Déporté			
ECRAN Bas			
Haut			
JARDINIERES			
ARBUSTES EN POT			

- Mobiliers accessoires demandés :

	NOMBRE	COULEUR	DIMENSIONS & MATERIAU
DISTRIBUTEUR DE BOISSONS			
PRESENTOIR A GLACES			
PORTE-MENU			
CHEVALET DE TROTTOIR			
CENDRIER			
APPAREIL DE CUISSON			
AUTRES :			

9. PIECES ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR IMPERATIVEMENT

- ☐ 1 photo récente de l'établissement
- ☐ Photocopie de l'inscription au registre du commerce (de moins de 3 mois)
- ☐ 1 copie de la licence d'autorisation d'un débit de boissons et/ou de restauration
- ☐ 1 copie de l'assurance de l'établissement
- ☐ 1 copie de l'assurance en responsabilité civile de l'exploitation

10. ENGAGEMENT DU PETITIONNAIRE

Je soussigné auteur de la demande,

- certifie exact les renseignements qui y sont contenus,
- m'engage à respecter les prescriptions réglementaires en vigueur.

Fiche complétée le : Le demandeur

Accusé de réception en préfecture  
 065-216502583-20220203-2022-017-DE  
 Date de réception préfecture : 03/02/2022





**Services Techniques**  
**Gestion du Domaine Public Routier**  
 Services Techniques  
 131 rue des Hitoles  
 65 300 LANNEMEZAN  
 Téléphone : 05.62.40.28.28  
 Télécopie : 05.62.40.28.22

## DEMANDE D'AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

### ***Terrasse lors de manifestations***

L'exemplaire de demande doit être retourné en Mairie **IMPERATIVEMENT** :  
 - **3 semaines avant le début de l'implantation** pour toute manifestation,  
 - **1 mois avant le début de l'implantation** pour les fêtes de la Saint Jean.

**Si ces délais ne sont pas respectés ou si le dossier est incomplet, la demande vous sera retournée et l'autorisation réputée refusée.**

**Aucune terrasse ne pourra être installée avant la délivrance de l'autorisation de voirie : permis de stationnement.**

#### 1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ETABLISSEMENT

Nom de l'Etablissement :

Numéro inscription au registre du commerce (*de moins de 3 mois*) :

Adresse précise :

N° de Téléphone (*fixe et/ou mobile*) :

Type d'établissement :

☐ Bar

☐ Restaurant

☐ Autres (*à préciser*) :

Activité exercée :

☐ avec restauration

☐ Sans restauration

#### 2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE GERANT OU L'EXPLOITANT

Nom et prénom :

Nom de la société :

Adresse personnelle :

N° de Téléphone (*fixe et/ou mobile*) :

#### 3. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROPRIETAIRE DES MURS

Nom et prénom :

Nom de la société :

Adresse personnelle :

N° de Téléphone (*fixe et/ou mobile*) :

Accusé de réception en préfecture  
 065-216502583-20220203-2022-017-DE  
 Date de réception préfecture : 03/02/2022



- ☐ Fête de la Musique
- ☐ Fêtes de la Saint-Jean
- ☐ Eté Show sur un Plateau
- ☐ Autre :

**\* attention au respect des délais de dépôt des demandes mentionnées en 1<sup>ère</sup> page.**

**\* tout dépassement ou modification de dates doit faire l'objet d'une nouvelle demande.**

☐ Terrasse **OU** ☐ Extension de terrasse

☐ Plan détaillé et côté de la terrasse (*mètres linéaires – superficie*):

- Longueur de la façade de l'établissement :
- Largeur du trottoir existant :
- Superficie totale souhaitée :
- Neutralisation de places de stationnement (*nombre de places*) :

*Plan détaillé de l'emplacement souhaité comportant le nom des rues, les commerces voisins, les places de stationnement, ...*

Accusé de réception en préfecture 065-216302583-202203-2022-017-DE Date de réception préfecture : 03/02/2022																	
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--



☐ Mobilier à installer sur la terrasse :

	NOMBRE	COULEUR	DIMENSIONS & MATERIAU
TABLES Hautes			
Basses			
CHAISES - TABOURET			
PARASOL Classique			
Déporté			
ECRAN Bas			
Haut			
JARDINIERES – ARBUSTES EN POT			

- Mobiliers accessoires demandés :

	NOMBRE	COULEUR	DIMENSIONS & MATERIAU
DISTRIBUTEUR DE BOISSONS			
PRESENTOIR A GLACES			
PORTE-MENU			
CHEVALET DE TROTTOIR			
CENDRIER			
APPAREIL DE CUISSON			
AUTRES :			

☐ Mobilier formant la terrasse :

	NOMBRE	COULEUR	DIMENSIONS & MATERIAU
BUVETTE			
BAR AMOVIBLE			
BARRIERAGE			
CHAPITEAU			
TENTE			
TONNELLE, ...			
AUTRES :			

**6. PIECES ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR IMPERATIVEMENT**

- ☐ 1 photo récente de l'établissement
- ☐ Photocopie de l'inscription au registre du commerce *(de moins de 3 mois)*
- ☐ 1 copie de la licence d'autorisation d'un débit de boissons et/ou de restauration
- ☐ 1 copie de l'assurance de l'établissement
- ☐ 1 copie de l'assurance en responsabilité civile de l'exploitation

Accusé de réception en préfecture  
 065-216502583-20220203-2022-017-DE  
 Date de réception préfecture : 03/02/2022



## 7. RAPPEL DE LA REGLEMENTATION

### Accès :

Les installations doivent obligatoirement permettre l'accessibilité et la libre circulation des véhicules d'Incendie et de Secours (laisser une largeur de passage libre de 4,00 mètres minimum sur la chaussée).

Les accès des immeubles riverains (habitations - commerces) doivent rester libres.

### Structures :

L'établissement de structures telles que tentes, tonnelles, chapiteaux, ... devra répondre aux dispositions réglementaires en vigueur et notamment de la conformité des matériels et matériaux (attestations, certificats, ...).

### Electricité :

Les installations électriques devront être conformes aux normes en vigueur et effectuées par un technicien compétent qui délivrera un certificat de conformité.

Pour toute installation raccordée sur un réseau privé existant, celle-ci devra être contrôlée par un technicien compétent qui délivrera un certificat de conformité.

Chaque câble d'alimentation ou faisceau de distribution électrique sur l'espace public devra être protégé mécaniquement et tenu hors de portée du public.

Pour les lignes aériennes provisoires celles-ci devront être accrochées à une hauteur minimum de 4 m, permettant le passage des véhicules d'Incendie et de Secours.

Des extincteurs appropriés aux risques devront être mis en place à proximité de chaque installation électrique.

### Diffusion sonore :

Le niveau sonore des animations extérieures doit rester raisonnable afin d'assurer la tranquillité du voisinage et être conforme :

- au Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le Code de la Santé Publique,
- à l'Arrêté Préfectoral du 27 décembre 1990 déterminant "les règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits de voisinage" dans toutes les communes des Hautes-Pyrénées,
- à l'Arrêté Municipal n°2013/524 du 23 octobre 2013 portant réglementation permanente de lutte contre le bruit et les nuisances sonores.

### Assurance - Responsabilité :

L'organisateur doit mettre en place tous les équipements de sécurité nécessaires et faire réaliser le contrôle des installations par des organismes agréés indépendants des services de la Ville de Lannemezan.

L'organisateur, désigné nominativement, reste responsable de tout incident, accident ou dommage survenant du fait des autorisations qui lui sont délivrées. Toutes les précautions et assurances doivent être prises pour les éviter.

En aucun cas la responsabilité de la Ville de Lannemezan ne pourra être engagée. Les droits des tiers seront expressément réservés.

## 8. ENGAGEMENT DU PETITIONNAIRE

Je soussigné auteur de la demande,

- certifie exact les renseignements qui y sont contenus,
- m'engage à respecter les prescriptions réglementaires en vigueur,

Fait à

le :

Le demandeur

(cachet et signature)

Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-20220203-2022-017-DE  
Date de réception préfecture : 03/02/2022





# CONSTAT DES LIEUX

## Services Techniques

### Gestion du Domaine Public Routier

131 rue des Hitoles

65 300 LANNEMEZAN

Téléphone : 05.62.40.28.28

Télécopie : 05.62.40.28.22

Le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ h \_\_\_\_\_, a été constaté l'état du domaine public suivant :

#### 1. ETAT DE L'ENSEMBLE DE LA CHAUSSEE :

☐ Bon

☐ Moyen

☐ Passable

Adresse (voie, rue, lieu dit, ...) :

Points particuliers observés :

Photos (si besoin) :

#### 2. ETAT DE L'ENSEMBLE DES TROTTOIRS COTE PAIR

☐ Bon

☐ Moyen

☐ Passable

Adresse (voie, rue, lieu dit, ...) :

Points particuliers observés :

Photos (si besoin) :

#### 3. ETAT DE L'ENSEMBLE DES TROTTOIRS COTE IMPAIR

☐ Bon

☐ Moyen

☐ Passable

Adresse (voie, rue, lieu dit, ...) :

Points particuliers observés :

Photos (si besoin) :

Lu et accepté,  
le Demandeur,

Lu et accepté,  
la Commune,

Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-20220203-2022-017-DE  
Date de réception préfecture : 03/02/2022



Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-202203-2022-017-DE  
Date de réception préfecture : 03/02/2022



**TARIFICATION APPLICABLE A L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
POUR LES COMMERCES (FIXES & MOBILES), ANIMATIONS ET TRAVAUX - ANNEE 2022**

DESIGNATION MODE D'OCCUPATION	TARIFS
<b>DROIT DU SOL</b>	
<b>TRAVAUX</b>	
Clôtures de chantier	Forfait 0,50 €/m <sup>2</sup> /mois
Bennes tous modèles, remorques, bétonnières, ...	
Dépôt de matériaux	
Grues, cabanes de chantier	
Echafaudages tous modèles et échelles	
<b>OCCUPATION TEMPORAIRE</b>	
<b>TERRASSE</b>	
Terrasse ouverte en période estivale (1 <sup>er</sup> /05 au 30/09)	Forfait 0,50 €/m <sup>2</sup> /mois
en période hivernale (1 <sup>er</sup> /10 au 30/04)	
du 1 <sup>er</sup> /01 au 31/12	
Extensions occasionnelles (ex : Fêtes de la Saint Jean)	5 €/m <sup>2</sup> supp/St Jean
<b>MOBILIER</b>	
Arbustes en pots et jardinières	Forfait 10 €/unité/mois
Présentoir, Etal, Chevalet, Portant, ...	Forfait 15 €/unité/mois
Rôtissoires, distributeur automatique de boissons	
<b>ANIMATION</b>	
Camions commerciaux (outillage, vente ambulante, Food Truck, ...)	Forfait 65,00 €/manifestation
Spectacle marionnettes et théâtre	
Spectacle démonstration	
Petit cirque	
Manège enfants	
stands et attractions	
Grand cirque	Forfait 250,00 €/manifestation
Manège adulte	
Exposition de véhicules	Forfait 50,00 € / exposant
Vente exceptionnelles (ex : vente de fleurs à la Toussaint)	Forfait 40,00 € / exposant
Vente exceptionnelles (ex : braderie, vide grenier)	Forfait 30,00 € / exposant
<b>Caution pour nettoyage et matériel</b>	<b>250,00 €</b>
<b>DIVERS</b>	
Neutralisation de place de stationnement	5,00€/place/jour
Neutralisation de place de stationnement en zone bleue	6,00€/place/jour
Occupation dont le tarif n'est pas prévu dans le règlement	5,00 €/jour
Emplacement stationnement Taxis	200,00 €/an
Déménagement	GRATUIT
Vente du 1 <sup>er</sup> mai - Muguet	GRATUIT
Présence de matériel en dehors des heures d'ouverture	<b>50,00 €/jour</b>
Occupation du Domaine Public <b>SANS AUTORISATION</b>	<b>250,00 €/jour</b>



**Mairie de Lannemezan**

1, Place de la République

B.P. 156

65 303 LANNEMEZAN Cedex

tél. 05 62 40 72 72

fax. 05 62 40 72 73

[www.lannemezan.fr](http://www.lannemezan.fr)



Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-202203-2022-017-DE  
Date de réception préfecture : 03/02/2022